



Fondation Scelles







Connaître, Comprendre, Combattre
l'Exploitation Sexuelle

Extrait du livre :

Fondation Scelles, Charpenel Y. (sous la direction), *Système prostitutionnel : Nouveaux défis, nouvelles réponses (5^{ème} rapport mondial)*, Paris, 2019.

© Fondation Scelles, 2019

MEXIQUE

	POPULATION 129,2 millions		PIB PAR HABITANT 8 902,8 USD
	REGIME POLITIQUE Régime présidentiel à organisation fédérale		INDICE DE DEVELOPPEMENT HUMAIN 77 ^e rang sur 187 pays
	INDICE D'INEGALITE DE GENRE 73 ^e rang sur 147 pays		INDICE DE PERCEPTION DE LA CORRUPTION 135 ^e rang sur 180 pays

Des centaines de milliers de personnes seraient victimes d'exploitation sexuelle et l'industrie du sexe représenterait 2 % du produit intérieur brut (PIB) du pays (*Al Dia*, 8 mars 2017). Ce phénomène se greffe à la question plus vaste des violences au quotidien faites aux femmes. Le Mexique compte parmi les 25 pays qui enregistrent les taux les plus élevés de féminicides (*Forbes*, 22 juin 2016). Le taux de mariages précoces est le 8^e plus élevé du monde. Il en résulte que de nombreuses jeunes filles sont victimes de traite et contraintes à la prostitution. La corruption constitue le principal obstacle au combat contre l'exploitation sexuelle, les responsables de l'application des lois étant souvent complices de ces faits.

Législation en vigueur

Le Mexique est majoritairement prohibitionniste, à l'exception de 13 États sur 31 qui réglementent la prostitution.

La loi sanitaire de l'État de Colima prévoit par exemple des zones de tolérance pour l'exercice de la prostitution (articles 67 à 70) dont l'emplacement est déterminé par les autorités municipales. Les personnes prostituées sont dans l'obligation d'utiliser des préservatifs et se soumettre à des examens médicaux périodiques (*Dirección de Procesos Legislativos*, 7 février 2015).

La loi sanitaire de la ville de Mexico prévoit également l'utilisation du préservatif, ainsi qu'une aide médicale gratuite par les autorités sanitaires à toute personne en situation de prostitution atteinte d'infections sexuellement transmissibles (IST) (*Gaceta Oficial del Distrito Federal*, 17 août 2012). Une loi spéciale est prévue pour réglementer la prostitution dans la capitale mexicaine. La prostitution est interdite hors des zones de tolérance définies par la ville. Les établissements doivent respecter certaines règles (pas de prostitution de personnes mineures, contrôles médicaux obligatoires

et services d'hygiène disponibles...). L'offre et la promotion de l'activité prostitutionnelle dans la presse et sur Internet sont également interdites. Dans le district fédéral de Mexico, les personnes prostituées sont soumises à un certain nombre de règles comme le fait de ne pas exercer à domicile ou hors zones autorisées, ne pas fournir d'actes sexuels à des mineurs, ne pas être sous l'effet d'alcool ou de drogues, etc. Les peines sont une amende d'un montant allant de 20 à 100 jours de salaire minimum et 36 heures de garde à vue (*Gaceta parlamentaria de la Asamblea legislativa del Distrito Federal*, 31 octobre 2013).

La traite et l'exploitation sexuelle sont régies par la loi de 2012 contre la traite des personnes et le Code pénal. Ainsi, la loi condamne toutes les formes de traite (ce qui comprend l'exploitation des personnes dans des activités à caractère sexuel et la promotion de ces activités) de peines allant de 5 à 30 ans de prison (*Cámara de Diputados del H. Congreso de la Unión*, 14 juin 2012). Le Code pénal se concentre sur l'exploitation sexuelle et la traite des mineurs (202 à 204). Le proxénétisme, la gestion d'établissements de prostitution, la pornographie et le tourisme sexuel impliquant des mineurs sont passibles de peines allant de 7 à 15 ans de prison. Les clients de mineurs prostitués encourent 12 à 16 ans de prison. Le proxénétisme des personnes majeures est puni de deux à neuf ans de prison (article 206) (*Justia*, 2018). Cependant, les proxénètes sont rarement arrêtés ou inquiétés en raison de la corruption. Les personnes prostituées subissent plus souvent le harcèlement policier. De plus, l'âge minimum légal d'entrée dans la prostitution (18 ans) est rarement respecté et peu d'enquêtes sur des crimes d'exploitation sexuelle de mineurs sont menées. En octobre 2016, des amendements ont été proposés afin

d'aligner plus étroitement la législation mexicaine sur les lois internationales contre le trafic, mais ils n'ont pas encore été adoptés.

Situation des hommes et femmes prostituées

Il y aurait entre 450 000 et 500 000 personnes prostituées adultes et mineures au Mexique (Fondation Scelles, 2016). À Tapachula, près de la frontière avec le Guatemala, on estime que 30 000 migrants venus du Guatemala, du Salvador et du Honduras entrent dans la prostitution dans l'espoir de gagner assez d'argent pour passer aux États-Unis en traversant le Mexique (*Thomson Reuters Foundation*, 11 janvier 2017). La plupart des personnes prostituées ont recours à la prostitution pour des raisons économiques. Certaines, peu scolarisées, ne peuvent prétendre qu'à des emplois sous-payés, insuffisants pour subvenir à leurs besoins et n'ont pas d'autre choix que d'entrer dans la prostitution pour survivre. D'autres sont prostituées pour pouvoir acheter leur dose de drogue. Nombreuses sont les personnes prostituées qui sont prisonnières de la pauvreté sans aucune chance d'y échapper et considèrent donc la prostitution comme leur seule issue.

Même si la prostitution a été légalisée dans certaines régions du pays, elle reste largement stigmatisée. La société mexicaine, dans son ensemble, a une vision très négative des personnes prostituées : ce sont des personnes immorales qui ont fait le choix de la prostitution. Ces idées sont si répandues que les personnes prostituées ont cette image profondément négative d'elles-mêmes et se dévalorisent. Certaines d'entre elles, qui ont des enfants, ont honte d'aller les voir : elles craignent que leurs enfants les rejettent à cause de leur activité. D'autres consomment de la drogue afin de faire face aux difficultés de leurs existences. Il arrive également que les

cartels à la tête du trafic les forcent à se droguer afin de mieux les contrôler. Se procurer de la drogue leur est très facile compte tenu de l'omniprésence de ce commerce au Mexique.

Les hommes prostitués sont confrontés à plus de préjugés encore car l'homophobie est très présente dans de nombreuses parties du Mexique. La plupart d'entre eux n'ont fréquenté que le collègue et n'ont pas beaucoup d'autres choix que la prostitution. Ils ont peu accès aux services sociaux, contrairement aux femmes prostituées. Certains entrent dans la prostitution parce qu'ils ont dû quitter leur famille qui n'acceptait pas leur homosexualité. Ils sont particulièrement exposés au risque de contamination par le VIH/Sida. La prostitution homosexuelle est particulièrement répandue dans plusieurs villes touristiques du Mexique, comme Puerto Vallarta, Guadalajara entre autres. La légalisation de la prostitution n'a pas libéré les femmes du contrôle de leurs proxénètes. À Tijuana, les femmes sont souvent menacées par leurs proxénètes si elles décident de se rendre au bureau de police en cas de problème ou si elles veulent signaler une agression.

Violences contre les personnes prostituées transgenres

Les personnes transgenres sont confrontées aux préjugés et à la haine au Mexique. L'espérance de vie d'une femme transgenre aujourd'hui n'est que de 35 ans. C'est en partie dû aux 217 assassinats de personnes transgenres, commis entre 2008 et 2016 (*USA Today*, 21 mars 2017). Mexico enregistre le 2^e taux le plus élevé de meurtres de personnes transgenres au monde. Nombre d'entre elles sont rejetées par leurs familles à un très jeune âge et vivent dans la rue, ce qui les expose à l'exploitation.

Les personnes transgenres prostituées sont confrontées aux risques de violences de la part des clients et de la population en général, auxquels s'ajoute le harcèlement policier. En 2016, une personne prostituée transgenre a été abattue par un client à Mexico. Malgré les témoignages de six femmes prostituées et une vidéo, toutes des femmes prostituées, la parole de ces femmes a été ignorée et l'homme n'a pas été condamné. Cette affaire est un exemple de l'inefficacité du système judiciaire et de la discrimination rencontrée par les personnes prostituées transgenres lorsqu'elles essaient d'en appeler à la justice.

La prostitution des mineurs

La prostitution des mineurs est illégale dans tout le pays (Fondation Scelles, 2016). Selon certaines estimations, il y aurait environ 22 000 mineurs contraints à la prostitution à Mexico. Mais la réalité est sans doute plus importante (*Mexico News Daily*, 20 juin 2017). Les mineurs prostitués sont plus exposés que les adultes aux violences et aux risques de transmission du VIH-Sida : 5,9 % pour les mineurs contre 1,5 % pour les adultes (*Journal of the American Medical Association*, 4 août 2015). Il y a différentes voies d'entrée dans la prostitution pour les mineurs : les parents vendent leurs filles à des trafiquants ou à des proxénètes pour survivre ; ou, plus fréquemment, le proxénète séduit une jeune fille ; il lui propose de l'aider à gagner les États-Unis ou de l'épouser ; il réussit à la convaincre de quitter sa famille et de partir avec lui ; puis il la force à se prostituer ou la vend à quelqu'un qui le fera. Les mineurs migrants, souvent isolés, qui fuient la violence et la pauvreté de pays comme le Nicaragua, le Honduras, le Guatemala et le Salvador, sont particulièrement exposés aux risques d'exploitation sexuelle dans la traite et

dans la prostitution. Les trafiquants leur promettent de les faire passer aux États-Unis, puis les contraignent à se prostituer au Mexique. Le tourisme sexuel impliquant des enfants est très présent dans certaines villes comme Tijuana, où il y a une forte demande pour des garçons et des filles mineurs. Néanmoins, la majorité de ces jeunes filles ne sont pas considérées par les clients ou les proxénètes comme des « enfants prostitués » mais simplement comme des « prostituées ».

Mariages précoces et liens avec la traite

L'Amérique latine est la seule partie du monde où le taux général de mariages d'enfants est en augmentation et non en diminution. Le taux de mariages précoces, stable depuis 30 ans, est de 23 %, ce qui met le Mexique au 8^e rang mondial pour son taux élevé de mariages d'enfants (*Girls Not Brides*, 23 juin 2017). Dans les régions rurales, ce taux peut atteindre 30 %. La loi mexicaine a fixé à 18 ans l'âge minimum au mariage, mais elle autorise le mariage des filles à 14 ans et celui des garçons à 16 ans s'il y a consentement des parents. Les entorses à la loi posent problème mais 4 unions sur 5 au Mexique ne sont pas officielles. Ce qui signifie que 80 % des couples vivant ensemble comme s'ils étaient mariés, ne passent pas par la procédure légale (*Girls Not Brides*, 23 juin 2017). Modifier la loi n'est donc pas suffisant ; il faut informer le public des dangers liés aux mariages d'enfants. 70 % des jeunes filles en couple, officiel ou non, vivent avec un homme qui a au moins 11 ans de plus qu'elles (*The Guardian*, 2 mai 2017). La forte culture machiste qui domine au Mexique sexualise les petites filles et perpétue l'idée qu'épouser des jeunes filles virilise un homme, en partie parce qu'elles sont considérées comme plus faciles à dominer. Cela montre une fois de plus l'importance qu'il y a à changer les

habitudes culturelles et sociétales autant que la loi pour lutter contre ces mariages précoces.

Ces mariages précoces peuvent avoir pour conséquence d'inciter les jeunes filles à devenir prostituées. Ils augmentent de façon exponentielle les risques d'arrêt de la scolarité : 92 % des jeunes filles en couple et 86 % des mineures dans des mariages précoces abandonnent leurs études (*INSAD*, 2017). Les jeunes filles sont plus susceptibles d'être victimes de prostitution à un moment de leur vie car, étant peu scolarisées, elles ont moins de perspectives d'emploi. Ainsi, les mariages précoces et le trafic sexuel sont très liés. Comme nous l'avons déjà dit, les proxénètes et les trafiquants séduisent souvent ces jeunes filles et réussissent à les convaincre de partir avec eux ; une fois qu'elles ont accepté, elles sont victimes de trafic et contraintes à se prostituer. Tenancingo, petite ville de l'État de Tlaxcala où vivent de nombreuses familles à la tête de réseaux, est connu comme un centre du trafic d'êtres humains. Les jeunes filles y sont souvent emmenées ; puis elles sont exploitées dans d'autres villes du Mexique, et peuvent parfois finir aux États-Unis. Ces jeunes adolescentes, naïves et prêtes à croire les promesses d'amour et d'avenir, sont faciles à tromper par les trafiquants qui les prostituent une fois qu'ils ont gagné leur confiance. Ce cycle se répète sans cesse partout au Mexique.

Les jeunes filles qui vivent en couple alors qu'elles sont mineures courent également le risque d'être abandonnées par leur mari ou d'être victimes de violences de la part de leur conjoint ou de sa famille. L'abandon peut précipiter les jeunes filles dans la prostitution et accroître leur risque d'être exploitées. Même si elles ne sont pas abandonnées, les maris forcent parfois leurs femmes à se prostituer s'ils ont besoin d'argent.

Le Mexique, pays de destination, d'origine et de traite interne

Le Mexique est un pays d'importance majeure pour le trafic sexuel, aussi bien en tant que pays d'origine, de transit ou de destination. Les cartels de la drogue tirent 10 milliards de dollars américains de profit par an de la traite des femmes et des enfants, essentiellement à des fins sexuelles (*Index on Censorship*, 29 juin 2016). On estime que 20 000 femmes sont victimes de la traite chaque année au Mexique (*United Nations University*, 4 mai 2016). En raison de la violence de nombreux pays d'Amérique centrale, principalement dans la région du Triangle Nord (Guatemala, Salvador et Honduras) et du fait également de la crise actuelle du Venezuela, le Mexique est exposé à un flux continu de migrants et de réfugiés, qui, pour la plupart, cherchent à traverser le pays pour se rendre aux États-Unis. Les trafiquants leur promettent un passage sûr aux États-Unis ainsi que des emplois dans des restaurants ou des hôtels, mais, à la place, les contraignent à se prostituer, soit aux États-Unis, soit au Mexique. Certaines victimes de trafic, originaires de pays d'Afrique, d'Asie et d'Europe de l'Est, sont amenées au Mexique avant d'être transférées aux États-Unis, car il est plus facile d'entrer illégalement aux États-Unis en traversant la frontière mexicaine qu'en arrivant par un aéroport américain ou en franchissant la frontière entre les États-Unis et le Canada. Des milliers de Mexicaines de tous âges ont été transférées par cette frontière pour être prostituées aux États-Unis ; d'autres sont victimes du trafic interne et réparties sur différentes villes. Les femmes pauvres et indigènes courent un risque encore plus élevé de traite. Un grand nombre de ces femmes et jeunes filles se retrouvent dans les villes frontalières et dans les grandes métropoles du sud-ouest américain, mais beaucoup sont

aussi emmenées dans le Queens à New York.

La plupart des femmes et des jeunes filles victimes de la traite subissent des violences de la part des trafiquants mais aussi des clients : viols, violences physiques, tortures. Ces femmes ont, en général, entre 10 et 40 relations tarifées par jour, généralement non protégées puisque leur proxénète, ou leur « madame », ne les autorise pas à utiliser des préservatifs pour augmenter le tarif des passes. Les risques de grossesses et de contamination par le VIH/Sida et les IST s'en trouvent ainsi accrus.

Outre les victimes adultes, des jeunes filles de 14 ans sont également envoyées vers les États-Unis pour être prostituées, souvent dans des bars et des « cantinas » (bars locaux). L'organisation anti-trafic Polaris, qui gère une *hotline* spécialisée, rapporte que, sur la totalité des appels reçus de victimes mexicaines du trafic sexuel, plus de la moitié provenaient de jeunes filles mineures (*The Guardian*, 8 septembre 2016).

Une étude de l'Université de Tlaxcala révèle qu'à Tenancingo, un garçon sur cinq veut devenir proxénète quand il sera grand, considérant qu'il s'agit d'une « profession » lucrative et rentable (*The Guardian*, 5 avril 2017). Cela prouve l'urgence de la sensibilisation de l'opinion publique. Le trafic sexuel à Tenancingo est pratiqué au grand jour et personne ne se préoccupe de l'application de la loi. Il est important d'expliquer les conséquences du trafic sexuel sur la vie des femmes et des jeunes filles.

À cause de la banalisation du trafic sexuel généralisée à Tlaxcala, le nombre des enquêtes et des poursuites pour traite des êtres humains ne reflète pas la réalité de la prostitution. Depuis 2011, seules 14 personnes ont été emprisonnées à ce titre (*The Guardian*, 5 avril 2017). Le Mexique

est globalement un pays corrompu. Selon un avocat spécialisé dans les affaires de traite, les policiers sont impliqués d'une façon ou d'une autre (ou complices) dans 8 dossiers sur 10 (*Thomson Reuters Foundation*, 11 janvier 2017). Un prêtre, responsable d'un foyer pour victimes de la traite, est allé jusqu'à déclarer que, « pour le gouvernement, la traite, ça n'existe pas », mettant ainsi en lumière le peu d'engagement du gouvernement à combattre ce problème massif (*Thomson Reuters Foundation*, 11 janvier 2017).

Avancées et recommandations

Actuellement, le gouvernement mexicain progresse peu dans son combat contre l'exploitation sexuelle des femmes. Sur les 330 personnes accusées de traite depuis 2009, seules 87 ont été condamnées (*Thomson Reuters Foundation*, 11 janvier 2017). Alors que davantage de trafiquants ont été condamnés en 2016 qu'en 2015, le nombre de victimes identifiées a baissé (US Department of State, juin 2017). Et toutes n'ont pas pu avoir accès aux services d'assistance puisque de nombreuses régions du pays en sont dépourvues. En 2016, le gouvernement a identifié 740 victimes de traite, dont 707 victimes de traite à des fins de prostitution (contre plus de 1 800 en 2015). Quoique la corruption soit un problème généralisé au Mexique en matière de traite, de prostitution et de presque tous les domaines touchant à la loi, le gouvernement continue d'éviter d'enquêter sur les fonctionnaires impliqués dans des affaires de corruption ou de traite depuis 2010 (US Department of State, juin 2017).

L'aide apportée aux victimes est très limitée, et le gouvernement n'encourage pas son développement. En 2016, le financement au profit du *Special Prosecutor's Office for Violence Against Women and Trafficking in Persons*

(FEVIMTRA) a été réduit de 1 000 000 USD par rapport à l'année précédente (US Department of State, juin 2017). Le gouvernement gère effectivement quelques foyers, mais la majorité des services est fournie par les ONG. Certains foyers hésitent à accueillir des victimes de traite par peur des représailles des gangs ou des cartels qui les ont fait venir. Les femmes qui réussissent à échapper à leurs trafiquants ont, elles aussi, peur de se rendre à la police à cause des risques de représailles lorsque la police est complice avec le trafiquant. Certains rapports mettent en cause des policiers qui détenaient illégalement des victimes de la traite venues leur demander de l'aide.

Les personnes prostituées ont plus de difficultés encore à trouver des services d'assistance. Il arrive que la police les interpelle alors qu'elles se trouvent dans des zones où la prostitution n'est pas répréhensible ; elles peuvent alors être contraintes à avoir des rapports sexuels avec ces policiers pour pouvoir être autorisées à partir. La légalisation de la prostitution ne résout pas le problème du harcèlement policier et de la détention illégale, qui sont dus à la stigmatisation des personnes prostituées.

Dans l'ensemble, le régime législatif mexicain est profondément inefficace : l'immense majorité des crimes sont impunis alors que les crimes de trafic sexuel et d'exploitation sexuelle ne font pas exception. Bien que les relations sexuelles avec un enfant soient illégales, les poursuites pour ce motif sont quasiment inexistantes et aucun touriste pédophile n'a fait l'objet d'enquête au cours de ces dernières années. La première urgence est de faire évoluer la perception du mariage des mineures, ce qui pourrait sauver de nombreuses jeunes filles de la traite des êtres humains et de l'exploitation sexuelle. De plus, il faudrait augmenter le

financement du FEMVITRA et combattre activement la corruption dans le pays. C'est la seule façon de pouvoir poursuivre les trafiquants. Les clients devraient être réellement poursuivis et les personnes prostituées devraient pouvoir avoir accès aux services d'assistance exactement comme les victimes du trafic sexuel.

En conclusion, le Mexique fait face à de nombreux défis en ce qui concerne la lutte contre le trafic sexuel, l'exploitation sexuelle et la prostitution. Le plus important est la corruption endémique qui sévit dans le pays et bloque toutes les tentatives d'enquêtes à l'encontre des trafiquants et des exploiters. Les normes sociales et culturelles du pays contribuent également à la perpétuation des mariages précoces et facilitent l'exploitation sexuelle au Mexique. Le manque d'éducation de nombreuses personnes les empêche d'accéder à des emplois suffisamment payés pour survivre. La situation actuelle ne montre aucun signe d'évolution et les trafiquants continuent d'exploiter les femmes et jeunes filles vulnérables : rien ne pourra changer tant que le gouvernement n'aura pas pris de nouvelles mesures pour stopper le phénomène.

Sources

- « Child sex tourism links seen with industry », *Mexico News Daily*, 20 juin 2017.
- « Código Penal Federal », *Justia*, 2018.
- « Informal child marriages in Mexico: Findings from new INSAD report », *Girls Not Brides*, 23 juin 2017.
- « Ley de salud del distrito federal », *Gaceta Oficial del Distrito Federal*, 17 août 2012.
- Asamblea legislativa del Distrito Federal, *Ley para la regulacion del sexoservicio en el distrito federal*, *Gaceta parlamentaria de la Asamblea legislativa del Distrito Federal*, VI Legislatura, no.103, Año 02/Primer Periodo, 31 octobre 2013, p. 48.
- Cámara de Diputatos del H. Congreso de la Unión, *Ley general para prevenir, sancionar y erradicar los delitos en materia de trata de personas y para la protección y asistencia a las víctimas de estos delitos*, Nueva Ley DOF 14-06-2012, 14 juin 2012.
- Dirección de Procesos Legislativos, *Ley de Salud del Estado de Colima, Decreto 46*, 7 février 2015.

- EFE, « Mexico City sex workers in an endless battle against oppression », *Al Día News*, 8 mars 2017.
- Fleury A., « Fleeing to Mexico for safety: The perilous journey for migrant women », *United Nations University*, 4 mai 2016.
- Fondation Scelles, Charpenel Y. (sous la direction), *Prostitutions – Exploitations, persécutions, répressions (4^e rapport mondial)*, Economica, Paris, 2016.
- Lakhani N., « Tenancingo: The small town at the dark heart of Mexico's sex-slave trade », *The Guardian*, 5 avril 2015.
- Malo S., « Sex trafficking, child marriages linked, study of Mexico finds », *Reuters*, 11 mai 2017.
- Moloney A., « Mexican sex nightmare traps more women fleeing Central America for US dream », *Thomson Reuters Foundation*, 11 janvier 2017.
- Noel A., « Lap dancing for the cartels: Sex work and survival on Mexico's streets », *The Daily Beast*, 8 octobre 2016.
- Paniagua D., « En México se violenta, se explota y se asesina a las mujeres », *Forbes México*, 22 juin 2016.
- Rivero E., Palma J.L., *Report on Early Unions in Mexico 2017*, Investigación en Salud y Demografía (INSAD), 2017.
- Silverman J., « Sexual violence and HIV infection associated with adolescent vs adult entry into the sex trade in Mexico », *Journal of the American Medical Association*, 4 août 2015.
- Summers H., « Mexico's lost generation of young girls robbed of innocence and education », *The Guardian*, 2 mai 2017.
- Tucker D., « Shooting the messengers: Women investigating sex-trafficking in Mexico », *Index on Censorship*, Vol. 45, Issue 2, 29 juin 2016.
- US Department of State, *Trafficking in Persons Report*, juin 2017.
- US Department of State, *Trafficking in Persons Report*, juin 2018.
- Woodman S., « How a skeleton folk saint of death took off with Mexican transgender women », *USA Today*, 21 mars 2017.
- Wulforth E., « Sex trafficking victims forced to work in illicit Texas bars, claims study », *The Guardian*, 8 septembre 2016.

- Coalición contra el Tráfico de Mujeres y Niñas en América Latina y el Caribe (CATW-LAC): <http://www.catwlac.org>



Le Rapport mondial est réalisé par l'Observatoire international de l'exploitation sexuelle, en collaboration avec des experts internes et externes (magistrats, avocats, travailleurs sociaux, dirigeants d'ONG...) et avec l'aide de contacts privilégiés auprès d'ONG locales ou de chercheurs internationaux.



Fondation Scelles
Connaitre, Comprendre, Combattre
L'Exploitation Sexuelle

La **Fondation Jean et Jeanne Scelles**, reconnue d'utilité publique depuis 1994 et bénéficiant du statut consultatif ECOSOC, est une organisation installée à Paris (France) dont le but est la lutte contre le système prostitutionnel. Par nos travaux d'analyse, de plaidoyer et de sensibilisation, nous nous engageons à connaître, comprendre et combattre l'exploitation sexuelle commerciale. La **Fondation Jean et Jeanne Scelles** est membre fondateur de la Coalition pour l'Abolition de la Prostitution (CAP International) lancée en 2013, qui réunit 28 ONG abolitionnistes dans 22 pays.

L'**Observatoire international de l'exploitation sexuelle**, département de recherche et développement de la Fondation Jean et Jeanne Scelles, est un carrefour de renseignements, de rencontres et d'échanges d'informations sur l'exploitation sexuelle commerciale dans le monde. Il est régulièrement consulté par des experts français et étrangers : associations, institutions, journalistes, juristes, chercheurs et personnes concernées par la défense des droits humains. L'**Observatoire international de l'exploitation sexuelle** a pour objectif :

- d'analyser ce phénomène sous tous ses aspects : prostitution, tourisme sexuel, proxénétisme, pornographie infantine, traite d'êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle commerciale...
- de permettre la réflexion et les prises de position
- d'informer tout public intéressé par ces questions

CONTACT

Sandra AYAD, Responsable de l'Observatoire international de l'exploitation sexuelle
sandra.ayad@fondationscelles.org

14 rue Mondétour
75001 Paris - France



www.fondationscelles.org
Tw: @Fond_Scelles
Fb: @FondationScelles